

# **SYNDICAT INTERCOMMUNAL**

## **du VIGUEIRAT et de la VALLEE DES BAUX (SIVVB)**

---

### **Compte rendu de la réunion du Comité Syndical**

---

JEUDI 27 SEPTEMBRE 2018

Référence: 03/2018

#### Présents :

Mmes et MM. Christian BONNAUD, Yves DURAND, Laurent GESLIN, Jean-Marc MARTIN-TEISSERE, Jean-Luc MASSON, Gisèle RAVEZ, Nicole ROUX, Louis VICO, Jean-Pierre LE MARREC (suppléant).

#### Excusés:

Mmes et MM. Catherine BEDOT, Michel BLANC, Patrice BLANC, Michel BESSON, Hervé CHERUBINI, Francis DEMISSY, Alain DERVIEUX, Yves FAVERJON, Michel FENARD, René FONTES, Richard FREZE, Marc FUSAT, Michel GALLE, Gérard GARNIER, Pierre GUILLOT, Benoit HERTZ, Jean-Benoît HUGUES, Françoise JODAR, Jacques JODAR, Marianne LEBRE, Pascale LICARI, Jean MANGION, Marcel MARTEL, Gérard MARTIN, Michel MONTAGNIER, Michel MOUCADEL, René MOUCADEL, Claude MOUNIER, Michel PECOUT, Aline PELISSIER, André RICARD, Alice ROGGIERO, Yannick ROSSI, Jean-Denis SANTIN, Jack SAUTEL, Jean Pierre SEISSON, Denise VIDAL, Jean-Louis VILLERMY.

#### Procurations :

M. Jacques JODAR à M. Laurent GESLIN, M. François DEMISSY à M. Louis VICO, M. Marcel MARTEL à M. Jean-Marc MARTIN-TEISSERE.

#### Absents :

Néant.

Le quorum n'ayant pas été atteint à la séance du 20 septembre 2018, le Comité Syndical du SIVVB a été à nouveau convoqué, en application des dispositions de l'alinéa 2 de l'article L. 2121-17 du CGCT par renvoi de l'article L. 5211-1, lui-même par renvoi de l'article L. 5711-1. Il délibère alors valablement, ce jeudi 27 septembre 2018, sans condition de quorum.

Début de la séance à 18h00.

### **1. Election d'un secrétaire de séance**

Le Président, Monsieur Laurent GESLIN, demande au Comité Syndical de bien vouloir procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Monsieur Yves Durand est élu secrétaire de séance.

Pour	Contre	Abst.
13	0	0

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

### **2. Approbation du compte rendu du Comité Syndical du 03 avril 2018**

Monsieur le Président donne lecture du compte rendu de la séance du Comité Syndical du 03 avril 2018 et demande à l'assemblée de bien vouloir l'approuver ou le modifier.

Madame Gisèle RAVEZ souhaite que le paragraphe en italique, en page 3 du compte rendu, soit retiré. Elle préconise que ce paragraphe (qui concerne un rappel sur l'activité du Syndicat) soit inséré dans une note annexée au compte rendu.

Le Comité Syndical ouï l'exposé de Monsieur le Président, et après en avoir délibéré :

APPROUVE la modification ci-dessus du compte rendu du Comité Syndical du 03 avril 2018.

Pour	Contre	Abst.
13	0	0

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

### **3. Délégation de pouvoir au Président**

Monsieur le Président expose à l'assemblée :

Les articles L. 5211-9 et 10 du Code général des collectivités territoriales permettent au Comité Syndical de déléguer une partie de ses pouvoirs au Président afin de faciliter et accélérer le fonctionnement administratif du Syndicat.

Le Président doit rendre compte lors de chaque réunion de l'organe délibérant des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Le Comité Syndical ouï l'exposé de Monsieur le Président, et après en avoir délibéré :

DELEGUE au Président pour la durée de son mandat, en application des articles L. 5211-9 et 10 du Code général des collectivités territoriales, les pouvoirs suivants :

- Prendre toute décision concernant la passation, la signature et l'exécution de toute convention et de son (ses) avenant(s). Sont exclues les conventions de délégation de service public et leur(s) avenant(s),
- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur ou égal à 90 000€ HT, ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants n'entraînant pas une augmentation de plus de 10% du montant initial,
- Conclure et signer toute convention de groupement de commandes dans laquelle le(s) marché(s) ou la part de(s) marché(s) du SIVVB est (sont) inférieur(s) ou égal (égaux) à 90 000€ HT.

Pour	Contre	Abst.
13	0	0

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

### **4. Consultation des entreprises de maîtrise d'œuvre dans le cadre de la réalisation de « travaux de confortement de berges sur le canal du Vigueirat à Saint Etienne du Grès (Secteur « Laurade – Passerelle ») »**

Monsieur le Président expose à l'assemblée :

Par délibération n°2016-10 du 07 juillet 2016, le Comité Syndical du SIVVB a autorisé le Président à récupérer la compétence de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de travaux de confortement de berges sur le canal du Vigueirat à Saint Etienne du Grès (Secteur « Laurade – passerelle »).

Pour ce projet, le Comité Syndical a sollicité l'aide financière du Conseil Départemental des Bouches du Rhône et du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur par délibérations n°2016-11, 2016-12 et 2017-18.

Considérant que, pour la réalisation de cette opération, :

- Monsieur le Maire de Saint Etienne du Grès a donné son accord en proposant que le montant prévisionnel à la charge de la Commune soit réparti sur 3 exercices (2018, 2019 et 2020),

- les conventions de travaux ont été signées avec les propriétaires privées des parcelles cadastrales concernées,
- l'Union du Vigueirat Central a approuvé le transfert de maîtrise d'ouvrage au profit du SIVVB,
- Le Conseil Départemental des Bouches du Rhône a attribué une aide financière de 56 768 €,
- Le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur a attribué une aide financière de 28 384 €.

Le Comité Syndical ouï l'exposé de Monsieur le Président, et après en avoir délibéré :

AUTORISE le Président à engager, après avoir accompli les formalités de mise en concurrence nécessaire, les études préalables aux travaux.

Pour	Contre	Abst.
13	0	0

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

#### **5. Modification des statuts suite au transfert de la compétence GEMAPI aux EPCI-FP**

Monsieur le Président expose à l'assemblée :

Le Préfet des Bouches du Rhône a sollicité le Président du SIVVB par courriers du 11/12/2017 et du 28/12/2017 afin qu'il engage la procédure relative à la modification des statuts du Syndicat suite au transfert de la compétence GEMAPI aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre (EPCI-FP) au 1er janvier 2018. Il a réitéré sa demande par courrier du 07/02/2018 afin que les statuts soient en conformité avec le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le projet de statuts modifiés est présenté au Comité Syndical.

Le Comité Syndical ouï l'exposé de Monsieur le Président, et après en avoir délibéré :

APPROUVE la modification des statuts du Syndicat Intercommunal du Vigueirat et de la Vallée des Baux suite au transfert de la compétence GEMAPI aux EPCI-FP,

APPROUVE les statuts modifiés annexés au présent compte rendu.

Pour	Contre	Abst.
13	0	0

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

#### **Questions diverses**

Néant.

L'ordre du jour étant achevé, la séance est levée à 19h00.

**GESLIN Laurent**

**S.I.2.V.B.**  
Place Pierre Limberton  
13103 MAS BLANC DES ALPILLES  
mail : s12vb@orange.fr

**Président du SIVVB.**

Annexe 1 : Statuts modifiés

## STATUTS

### SYNDICAT MIXTE DU VIGUEIRAT ET DE LA VALLEE DES BAUX (SMVVB)

#### PRÉAMBULE

L'arrêté préfectoral du 24 janvier 2005 a créé le Syndicat Intercommunal du Vigueirat et de la Vallée des Baux entre les communes d'Arles, de Fontvieille, de Maussane les Alpilles, de Mouriès, de Paradou, de Saint Etienne du Grès, de Saint Rémy de Provence, et de Tarascon.

L'arrêté préfectoral du 16 avril 2010 est venu porter extension du périmètre du Syndicat en autorisant l'adhésion des communes des Baux de Provence, de Chateaurenard, d'Eyragues, de Graveson et de Mas Blanc des Alpilles.

Récemment, l'arrêté préfectoral du 26 mars 2015 autorisait l'adhésion de la commune de Maillane au Syndicat.

L'article 56 de la loi sur la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 a créé un bloc de compétences communales obligatoires comprenant les missions relatives à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations (GEMAPI).

Au regard de ses statuts, le Syndicat Intercommunal du Vigueirat et de la Vallée des Baux exerce des compétences GEMAPI et hors GEMAPI et se trouve en chevauchement de périmètre avec des communes de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (Arles, Tarascon), la communauté d'agglomération Terre de Provence (Chateaurenard, Eyragues, Graveson, Maillane) et la communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles (Les Baux de Provence, Fontvieille, Mas Blanc des Alpilles, Maussane les Alpilles, Mouriès, Le Paradou, Saint Etienne du Grès, Saint Rémy de Provence). Ces trois établissements publics intercommunaux (EPCI) interviennent en représentation-substitution de leurs communes membres pour la compétence GEMAPI au sein du Syndicat, en application des articles L5216-7 IV bis et L5214-21 II du code général des collectivités territoriales (CGCT). Les compétences hors GEMAPI restent exercées par les communes.

Un arrêté préfectoral en date du 28 décembre 2017 a été pris pour acter cette transformation.

Le Syndicat est maintenu et transformé en syndicat mixte fermé à la carte à vocation multiple au sens de l'article L5711-1 du CGCT.

La révision des statuts du Syndicat Intercommunal du Vigueirat et de la Vallée des Baux est donc nécessaire afin d'intégrer cette transformation et faire évoluer les règles de représentativité sur le fondement de l'article L5211-20 du CGCT.

#### CHAPITRE I. DISPOSITION GENERALE

##### **Article 1. Existence - Nature - Dénomination**

Conformément aux articles L5711-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et suivants et aux dispositions auxquelles ils renvoient, et sous réserve des dispositions des présents statuts, le

Syndicat Intercommunal du Vigueirat et de la Vallée des Baux prend la forme d'un Syndicat mixte fermé à la carte à vocation multiple.

Il est dénommé : « Syndicat Mixte du Vigueirat et de la Vallée des Baux (SMVVB) » et ci-après désigné « Syndicat ».

## **Article 2. Composition**

Le Syndicat compte des adhérents qui ont la qualité de collectivités territoriales, ci-après dénommés « membres ».

Au regard de leurs compétences propres, adhèrent à ce Syndicat en tant que membres disposant de pouvoir délibérant :

- 2 Communauté d'agglomération :

-La Communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette (A.C.C.M.), par représentation/substitution des communes membres du Syndicat ci-après désignés : Arles et Tarascon.

-La Communauté d'agglomération Terre-de-Provence (T.D.P.), par représentation/substitution des communes membres du Syndicat ci-après désignés : Chateaurenard, Eyragues, Graveson et Maillane.

- 1 Communauté de communes :

La Communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles (C.C.B.V.A.), par représentation/substitution des communes membres du Syndicat ci-après désignés : Fontvieille, Les Baux de Provence, Mas Blanc des Alpilles, Maussane les Alpilles, Mouriès, Le Paradou, Saint Etienne du Grès et Saint Rémy de Provence.

- 14 Communes :

Arles, Chateaurenard, Eyragues, Fontvieille, Graveson, Les Baux de Provence, Maillane, Mas Blanc des Alpilles, Maussane les Alpilles, Mouriès, Le Paradou, Saint Etienne du Grès, Saint Rémy de Provence et Tarascon.

## **Article 3. Périmètre**

Le périmètre du Syndicat est constitué par l'ensemble des territoires de ses membres, tels que désignés par l'article 2 des présents statuts.

Plus généralement, sa vocation résulte de la nécessité reconnue d'une gestion globale par bassin versant tenant compte à la fois des cours d'eau principaux mais aussi de leurs affluents.

Le cas échéant, le Syndicat peut intervenir sur le territoire de collectivités non membres, compris dans le périmètre de son bassin versant, par le biais de convention avec ces collectivités, de manière à apporter une compétence technique et à assurer une cohérence des actions sur le bassin versant.

Selon les dispositions fixées à l'article 9 des présents statuts, il pourra effectuer, à titre accessoire, des prestations pour le compte de collectivités adhérentes ou non adhérentes.

## **Article 4. Siège**

Le siège du Syndicat est fixé à la mairie de Mas Blanc des Alpilles, 13103 MAS BLANC DES ALPILLES.

Il pourra être transféré en tout autre lieu par délibération du Comité Syndical.

Les réunions du Syndicat se tiennent au siège du Syndicat ou dans un autre lieu situé sur le territoire des membres dudit Syndicat.

#### **Article 5. Durée**

Le Syndicat est constitué sans limitation de durée.

### **CHAPITRE II. OBJET ET COMPETENCES DU SYNDICAT**

#### **Article 6. Objet**

Le Syndicat a pour objet la prévention des inondations et plus globalement la gestion globale et intégrée des eaux du « bassin versant de la Lagresse ou système Vigueirat » comprenant notamment les sous-bassins versants du Vigueirat, du Marais d'Arles, de la Vallée des Baux et du Marais du Vigueirat.

Les compétences du Syndicat sont scindées en deux blocs :

- La compétence GEMAPI
- Les compétences « Hors GEMAPI »

#### **Article 7. Compétence GEMAPI**

En application du 5° de l'article L211-7 du Code de l'environnement, le Syndicat exerce les missions relevant de la compétence GEMAPI suivantes :

- L'étude, l'exécution et l'exploitation de travaux, ouvrages ou installations présentant, du point de vue de la gestion des zones inondables ou de la protection contre les inondations, un caractère d'intérêt général ou d'urgence.

Pour les communes de Mas Blanc des Alpilles et des Baux de Provence, nous serons dans une logique systémique de superficie assainie et de solidarité amont/aval sans aucune intégration de linéaires.

#### **Article 8. Compétences « HORS GEMAPI »**

De manière complémentaire à l'exercice de la compétence GEMAPI, le Syndicat exerce les missions suivantes :

- Les études et travaux nécessaires à la remise en état des principaux canaux d'assainissement de l'hydro-système Vigueirat-Marais des Baux tels que définis ci-après, ainsi que leur entretien :

##### **Systeme Vigueirat :**

- Réal sur la commune de Chateaurenard,
- Grande Roubine (de la limite nord de la commune d'Eyragues à la RD 5 sur la commune de Saint Rémy de Provence),
- Canal du Vigueirat (de la RD 5 sur la commune de Saint Rémy de Provence jusqu'à son exutoire),
- Roubine Pourrie (de la limite nord de la commune de Graveson à la RD 80a sur la commune de Saint Etienne du Grès)
- « Fossé Saint André » ou Roubine « La Loubes » sur la commune de Maillane
- Bagnolette (Au droit du Clos Saint Antoine sur la commune de Tarascon jusqu'à son exutoire, le canal du Vigueirat)

- Roubine de la Vidange (du canal du Vigueirat sur la commune de Fontvieille jusqu'à son exutoire, le canal de la Vallée des Baux)
- Roubine de Flèche (du canal du Vigueirat sur la commune d'Arles jusqu'à son exutoire, la roubine de la vidange),
- Roubine du Roi (du canal du Vigueirat sur la commune d'Arles jusqu'à son exutoire, le Rhône),

#### Système Vallée des Baux :

- Gaudre d'Aureille (de la RD 17 jusqu'à son exutoire, le Gaudre du Mas Neuf)
- Gaudre du Mas Neuf (du Gaudre d'Aureille jusqu'à son exutoire, le canal de Van Ens)
- Canal de Van Ens (du Gaudre du Mas Neuf jusqu'à son exutoire, le Canal de la Vallée des Baux)
- Canal de la Vallée des Baux (sur la commune de Maussane les Alpilles jusqu'à son exutoire, le canal d'Arles à Bouc),

-Tous les siphons et ouvrages hydrauliques attachés à ces canaux.

- La réalisation des ouvrages nouveaux nécessaires, notamment sur le canal de la Faubourgnette
- La surveillance des ouvrages ou installations existants ou réalisés par lui.

#### **Article 9. Modalités de mise en œuvre des compétences**

Le Syndicat exerce ses missions en utilisant, selon les cas, toutes les possibilités de coopération offertes par les textes en vigueur : maîtrise d'ouvrage directe, co-maitrise d'ouvrage, délégation de maîtrise d'ouvrage, transfert et délégation de compétence, prestation de service.

Chaque membre supporte obligatoirement, dans les conditions fixées par les statuts, les dépenses correspondant aux compétences qu'il a transférées au Syndicat ainsi qu'une part des dépenses d'administration générale.

Dans le cadre d'une délégation de compétences, le Syndicat est substitué à l'EPCI à fiscalité propre déléguant dans tous ses droits et obligations relatifs à l'objet de la délégation pendant la durée de celle-ci.

Pour la réalisation des missions qui leur incombent respectivement, le Syndicat et tout ou partie de ses membres pourront notamment conclure toutes conventions à l'effet de mettre les services du Syndicat à la disposition de ses membres qui en feront la demande, pour l'exercice de leurs compétences et/ou à l'inverse, faire bénéficier le Syndicat de la mise à disposition, par les membres, de leurs services, comme prévu par l'article L5211-4-1 et L5211-56 du CGCT.

Le Syndicat est habilité à effectuer, à titre accessoire, des prestations pour le compte de collectivités non membres, dans le respect des règles de la concurrence et pour les compétences qu'il est autorisé à exercer.

En application de l'article 30 de l'ordonnance N° 2004/632 du 1er juillet 2004, le Syndicat peut se substituer, en tout ou partie aux associations syndicales de propriétaires dans leurs droits et leurs obligations.

#### **Article 10. Les moyens du Syndicat**

Pour mener à bien ses compétences et missions, outre les moyens matériels et techniques, le Syndicat emploie du personnel propre, recruté en application des dispositions légales et réglementaires relatives à la fonction publique et aux agents territoriaux.

### **CHAPITRE III. ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT**

#### **Article 11. Comité Syndical**

Le Syndicat est administré par un Comité Syndical, organe délibérant composé de délégués élus par les assemblées délibérantes des membres visés à l'article 2 des présents statuts.

Le mandat des délégués du Comité Syndical prend fin en même temps que le mandat des conseiller communautaires et municipaux.

En cas de décès ou de démission d'un délégué, l'organe délibérant du membre désigne, au sein de son organe délibérant, un remplaçant pour la durée du mandat en cours.

#### **11.1 Composition**

La représentation au sein du Comité Syndical est fixée de la manière suivante :

- Collège GEMAPI constitué des délégués représentant les EPCI-FP :

	<b>NOMBRE DE DELEGUE</b>	<b>NOMBRE DE VOIX PAR DELEGUE</b>	<b>NOMBRE DE VOIX TOTAL</b>
A.C.C.M	2	2,5	5
T.D.P	1	3	3
C.C.V.B.A	2	3	6
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>14</b>

- Collège « HORS GEMAPI » constitué des délégués représentant les communes :

	<b>NOMBRE DE DELEGUE</b>	<b>NOMBRE DE VOIX PAR DELEGUE</b>	<b>NOMBRE DE VOIX TOTAL</b>
Arles	1	1	1
Chateaurenard	1	1	1
Eyragues	1	1	1
Fontvieille	1	1	1
Graveson	1	1	1
Les Baux de Provence	1	1	1
Maillane	1	1	1
Mas Blanc des Alpilles	1	1	1
Maussane les Alpilles	1	1	1
Mouriès	1	1	1
Le Paradou	1	1	1
Saint Étienne du Grès	1	1	1
Saint Rémy de Provence	1	1	1
Tarascon	1	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>14</b>

Pour chacun des deux collèges, il sera désigné par ses membres autant de délégués suppléants que de titulaires.

#### **11.2 Modalités de vote**

Conformément aux dispositions de l'article L5212-16 du CGCT, tous les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à tous les membres et notamment pour l'élection du

président et des membres du Bureau Syndical, le vote du budget, l'approbation du compte administratif et les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat.

Dans le cas contraire, ne prennent part au vote que les délégués représentant les membres concernés par l'affaire mise en délibération.

On distinguera alors, lors des votes :

- Les affaires présentant un intérêt commun à tous les membres = vote de tous les délégués (28 voix)
- Les affaires relevant strictement de la compétence GEMAPI = vote des délégués des EPCI à FP (14 voix)
- Les affaires relevant strictement de missions « HORS GEMAPI » = vote des délégués des communes (14 voix)

Le Président prends part à tous les votes, sauf en cas d'application des articles L.2121-14 (séances où le compte administratif est débattu) et L.2131-11 (intérêt à une affaire objet d'une délibération) du CGCT.

### 11.3 Quorum

Le Comité Syndical n'est réuni valablement pour prendre des décisions que lorsque la majorité de ses membres compétents\* en exercice est présente (\* selon les dispositions prévues aux articles 11.1 et 11.2 des présents statuts).

Le quorum s'apprécie au vu de la présence physique des représentants au Comité Syndical.

### 11.4 Pouvoir

La suppléance est prioritaire par rapport à tout pouvoir qui serait octroyé par un délégué titulaire absent.

Un délégué titulaire empêché d'assister à une séance et ne pouvant être représenté par son suppléant peut donner pouvoir, par écrit et signé, à un autre délégué titulaire de son choix. Ainsi, le pouvoir n'est valable que si le délégué titulaire et le délégué suppléant sont tous deux absents ou empêchés.

Un même délégué ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

## **Article 12. Bureau Syndical**

Le Comité Syndical désigne parmi ses membres, et après chaque renouvellement, un Bureau Syndical composé d'un Président, de Vice-Présidents, et éventuellement d'un ou plusieurs autres membres.

Le nombre de membres sera défini par délibération du Comité Syndical.

Le nombre de vice-présidents est librement déterminé par le Comité Syndical sans que ce nombre puisse excéder 30% de l'effectif de celui-ci.

Le mandat des membres du Bureau Syndical prend fin en même temps que le Comité Syndical.

Chaque membre du Bureau Syndical est détenteur d'une seule voix.

Les règles de quorum sont identiques à celles du Comité Syndical.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des travaux du Bureau Syndical et des attributions exercées par délégation du Comité Syndical.

### **Article 13. Commissions**

Le Comité Syndical peut, à tout moment, créer des commissions permanentes ou temporaires. Leur nombre, leur composition, leur objet et leur fonctionnement sont fixés par délibération du Comité Syndical.

### **Article 14. Attributions du Comité Syndical**

Le Comité Syndical se réunit au moins une fois par trimestre en session ordinaire et aussi souvent que nécessaire, sur convocation de son Président. Il peut être réuni en session extraordinaire par son Président, à la demande de l'intégralité des membres du Bureau Syndical, ou à la demande de la moitié des membres du Comité Syndical.

Le Président peut convoquer toute personne dont il juge la présence utile.

Le Comité Syndical est chargé d'administrer et de gérer le Syndicat et de prendre toutes les mesures nécessaires pour la réalisation de son objet statutaire.

Dans ce but, il exerce notamment les attributions suivantes :

- Il élit le Président et les membres du Bureau Syndical.
- Il vote le budget, les contributions des membres et approuve les comptes.
- Il approuve les programmes de travaux, vote les moyens financiers correspondants et répartit les charges.
- Il délibère sur les modifications éventuelles des statuts.
- Il décide également des délégations qu'il confie au Bureau Syndical, dans le cadre de l'article L5211-10 du CGCT.

### **Article 15. Attributions du Bureau Syndical**

Le Bureau Syndical assure la gestion et l'administration du Syndicat en fonction des délégations qu'il a reçues du Comité Syndical. En dehors de ces délégations, le Bureau Syndical est un lieu de préparation des décisions du Comité Syndical.

### **Article 16. Attributions du Président**

Le Président du Syndicat est élu par le Comité Syndical conformément aux dispositions du CGCT, article L.5211-2 du CGCT.

Ses compétences sont définies selon l'article L5211-9 du CGCT.

Le Président est l'organe exécutif du Syndicat et à ce titre :

- Il convoque le Comité Syndical et le Bureau Syndical.
- Il dirige les débats et contrôle des votes.
- Il prépare et exécute le budget.
- Il prépare et exécute les délibérations du Comité Syndical.
- Il assure la représentation du Syndicat en justice.
- Il fixe les ordres du jour des réunions du Comité Syndical et du Bureau Syndical.
- Il est l'ordonnateur des dépenses, il prescrit l'exécution des recettes, signe les marchés et contrats, assure l'administration générale du Syndicat.
- Il nomme tous les emplois du Syndicat et exerce le pouvoir hiérarchique sur les personnels.
- Il peut recevoir délégation d'attribution du Comité Syndical dans les mêmes limites et conditions que celles applicables au Bureau Syndical.

- Il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions, aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du Bureau Syndical et leur conférer délégation de signature.

#### **Article 17. Le(s) Vice(s)-Président(s)**

Les Vice-Présidents remplacent, dans l'ordre de nomination, le Président en cas d'absence ou d'empêchement.

### **CHAPITRE IV. DISPOSITION FINANCIERES ET COMPTABLES**

#### **Article 18. Budget du Syndicat**

Le Syndicat pourvoit sur son budget aux dépenses de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice des compétences correspondant à son objet.

Les recettes du budget du Syndicat comprennent :

- Les contributions statutaires des collectivités membres telles que fixées aux présents statuts,
- Le revenu des biens, meubles ou immeubles du Syndicat,
- Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu,
- Les subventions de l'Europe, de l'Etat, de l'Agence de l'Eau, de la Région, du Département, des communes, groupements de collectivités territoriales ou établissements publics,
- Les produits des dons et legs,
- Le produit des taxes, redevances et contribution correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés,
- Les recettes relevant des mises à disposition et de transferts de moyens des collectivités membres ou de l'Etat
- Le produit des emprunts,
- Les produits d'exploitation,
- Les produits du fonds de compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (F.C.T.V.A.), et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A.)
- Les participations des membres aux dépenses associées aux missions GEMAPI et aux missions « HORS GEMAPI »,

d'une façon générale, toutes ressources prévue par le CGCT.

Les règles de comptabilité publique sont applicables au présent Syndicat. Les fonctions de receveur sont exercées par le comptable du Trésor Public de Tarascon.

#### **Article 19. Répartition des contributions et participations entre les membres du Syndicat**

La contribution statutaire des membres du Syndicat est obligatoire et correspond à la participation des membres aux charges courantes de fonctionnement de la structure.

Le montant global de la contribution des membres aux dépenses de fonctionnement du Syndicat est fixé chaque année par délibération du Comité Syndical.

Il est réparti comme suit :

- 50% à la charge des communes pour les compétences « HORS GEMAPI »
- 50% à la charge des EPCI-FP pour la compétence GEMAPI

La clé de répartition détermine la contribution de chacun des membres. Elle est le résultat d'un calcul basé sur des critères techniques et de solidarité territoriale et est fixée comme suit :

19.1 Pour les compétences « HORS GEMAPI »

La contribution de chaque Commune au fonctionnement du Syndicat est déterminée comme suit :

(50 % du linéaire + 50 % de la surface) X potentiel fiscal (P.F.)

COMMUNE	CLE DE REPARTITION
Arles	22,446
Chateaufrenard	4,411
Eyragues	4,642
Fontvieille	7,031
Graveson	8,148
Les Baux de Provence	6,801
Maillane	5,662
Mas Blanc des Alpilles	0,176
Maussane les Alpilles	5,375
Mouriès	5,673
Le Paradou	4,153
Saint Étienne du Grès	6,253
Saint Rémy de Provence	4,265
Tarascon	14,964
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>

S'agissant de la contribution aux investissements-« HORS GEMAPI », chaque commune membre du Syndicat assurera la part résiduelle des travaux réalisés sur son territoire.

L'exécution de toute opération d'investissement-« HORS GEMAPI » est conditionnée par l'accord du représentant de la commune concernée par les travaux.

19.2 Pour la compétence GEMAPI

La contribution de chaque EPCI-FP au fonctionnement du Syndicat est déterminée comme suit :

Somme des pondérations des communes (selon le tableau en partie 19.1 des présents statuts) pour lesquelles l'EPCI-FP intervient en représentation/substitution au sein du Syndicat

EPCI-FP	CLE DE REPARTITION
A.C.C.M.	37,410
T.D.P.	22,863
C.C.V.B.A.	39,727
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>

S'agissant de la contribution aux investissements-GEMAPI, chaque EPCI-FP membre du Syndicat assurera la part résiduelle des travaux réalisés sur son territoire.

L'exécution de toute opération d'investissement-GEMAPI est conditionnée à la présentation de la délibération du conseil communautaire de l'EPCI concerné approuvant le projet et son plan de financement prévisionnel.

Pour les actions et opérations d'intérêt commun au bassin versant, les charges seront réparties selon une clé de répartition à décider entre les membres concernés. Cette clé de répartition sera arrêtée par le Comité Syndical.

## **CHAPITRE V. DISPOSITION DIVERSES**

### **Article 20. Adhésion et retrait d'un membre**

Toute adhésion nouvelle ou tout retrait devront faire l'objet des procédures prévues à cet effet par le CGCT.

### **Article 21. Modification statutaire**

Les modifications statutaires sont décidées dans les conditions définies par le CGCT.

### **Article 22. Dispositions finales**

Pour tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts, il sera fait application des dispositions d'ordre public prévues par le CGCT.